

Benazir, l'Antigone du Pakistan

Revenue au Pakistan en pleine tourmente, Benazir Bhutto peut-elle encore incarner la démocratie dans son pays ? Retour sur une famille qui, depuis quarante ans, apparaît comme un recours face aux militaires.



BENAZIR BHUTTO

Entretien avec
Christophe Jaffrelot*
Directeur du Ceri
(Sciences-Po/CNRS)

L'HISTOIRE : Benazir Bhutto est issue d'une famille politique célèbre au Pakistan...

CHRISTOPHE JAFFRELOT : Son père, Zulfikar Ali Bhutto, qui a été Premier ministre de 1971 à

1970—les premières dignes de ce nom au « pays des purs ». En 1971, la partition du pays, avec la création du Bangladesh, sonne le glas des militaires et lui laisse la voie libre. Il devient chef de l'État.

L'H. : Pourquoi a-t-il échoué à démocratiser le pays ?

C. J. : *A priori*, c'est un démocrate : il veut établir un régime parlementaire au Pakistan, et il y parvient partiellement. C'est ainsi qu'il fait voter une nouvelle Constitution en 1973 qui demeure en partie celle du pays d'aujourd'hui. Mais c'est aussi un nationaliste qui entend faire du Pakistan un pays fort et n'hésite pas à faire passer cette priorité avant toutes les autres. Il lance d'ailleurs, pour cela, le programme nucléaire qui, longtemps après, dotera le pays de la bombe atomique grâce à l'aide de la Chine. A la recherche d'alliés solides face à l'Inde, il se rapproche du monde arabe et évoque d'ailleurs l'idée d'une « bombe islamique ».

Au fil des ans, Zulfikar Ali Bhutto incarne la figure du populiste autoritaire ; au point de truquer les élections législatives de 1977, ce qui précipite la fin de son régime : l'opposition proteste dans la rue et les militaires le renversent par un putsch dont il ne réchappera pas, puisqu'il est arrêté dès juillet 1977 et pendu en avril 1979. Cette mort fera de lui un martyr auprès de bien des Pakistanais.

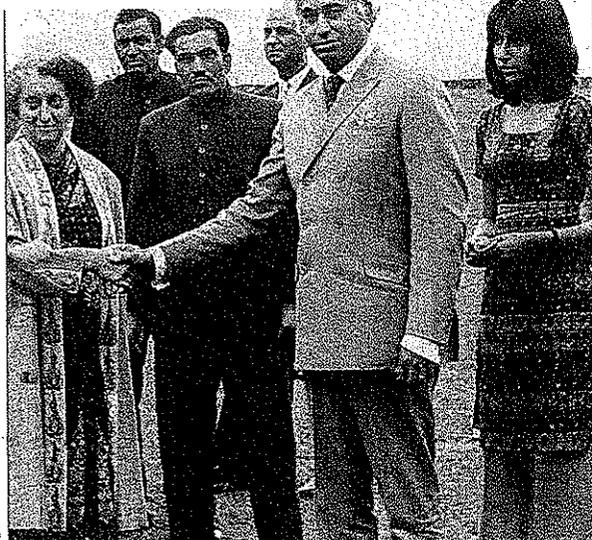
L'H. : Comment sa fille Benazir parvient-elle au pouvoir ?

C. J. : Revenue d'exil en 1986, Benazir, tout en usant de l'image héroïque de son père, devient une figure du PPP et fédère de nombreux partisans. En 1988, la mort accidentelle du général Zia provoque des élections anticipées, que le PPP remporte. Benazir Bhutto devient Premier ministre.

Cette femme est la plus brillante des enfants Bhutto. Elle a fait ses études à Oxford, en Grande-Bretagne, où elle s'est constitué un réseau de relations personnelles des plus cosmopolites qui lui servent encore.

Mais elle gouverne sous la contrainte. Les militaires continuent de tirer les ficelles à travers le président de la République, Ishaq Khan, auquel la Constitution reconnaît des pouvoirs immenses, comme celui de démettre le Premier ministre et de dissoudre les Assemblées. Ayant à peine accès aux dossiers de politique étrangère (ni l'Afghanistan ni le Cachemire), elle dispose d'une faible marge de manœuvre. Finalement, elle est limogée en août 1990 puis perd les élections la même année.

Tenace, elle réussit néanmoins à reprendre le pouvoir après les élections générales de 1993. Cet état de grâce est un feu de paille : le mari de Benazir, Asif Ali Zardari, dont elle fait son ministre de l'Investissement, devient vite



En haut : après huit ans d'exil, Benazir Bhutto revient au Pakistan le 18 octobre 2007. Le convoi transportant l'ancien Premier ministre a été la cible de deux explosions qui ont coûté la vie à 140 personnes.

Ci-dessus : en juillet 1972, avec son père, alors chef de l'État, lors des accords de Shimla, en Inde, qui mettent fin aux hostilités après la sécession du Bangladesh (à gauche : le Premier ministre indien Indira Gandhi).

1977, se présentait comme un progressiste, un démocrate de gauche. Il s'est imposé sur la scène politique nationale au début des années 1960 comme ministre des Affaires étrangères d'Ayub Khan, le général qui avait pris le pouvoir en 1958. En 1967, il fonde son parti, le Pakistan People's Party (PPP), qui remporte les élections de

NOTE

* Christophe Jaffrelot a publié ou dirigé de nombreux ouvrages sur le monde indien ou pakistanais. Sur cette question l'ouvrage de référence reste *Le Pakistan*, Fayard, 2000.

très impopulaire : corrompu, il est surnommé « Monsieur 10 % » en raison des commissions qu'il empoche, puis est soupçonné, en 1996, d'avoir commandité l'assassinat du frère et rival politique de Benazir, Murtaza (le plus jeune de ses frères avait, lui, déjà été assassiné quelques années plus tôt). Ce soupçon jette une ombre de plus sur le régime.

Femme de pouvoir, Benazir se heurte au président lorsqu'elle prétend nommer les juges des tribunaux régionaux contre l'avis de la Cour suprême. Le président la limoge peu après, en 1996, sans que cela suscite d'émotion dans la population. Battue aux élections et accusée de corruption, elle s'exile une deuxième fois, pour vivre entre l'Angleterre et Dubaï.

L'H. : Pourquoi la démocratie ne parvient-elle pas à s'installer au Pakistan ?

C. J. : Historiquement, cela tient d'abord à la hantise de l'Inde : en 1947, la priorité numéro un, c'est de construire l'État contre ce grand voisin jugé hostile. Et les militaires se disent bien sûr les mieux à même d'assurer la sécurité du pays. Deuxièmement, les hiérarchies sociales – encore parfois quasi féodales – ont la vie dure, la société civile n'est pas bien structurée autour de partis politiques et de syndicats, et seuls les juges et la presse défendent vraiment l'État de droit.

L'armée, elle, est puissante, contrôle l'économie et se confond avec l'ethnie majoritaire, les Punjabis. L'arithmétique des groupes ethniques a d'ailleurs hypothéqué toute démocratisation entre 1947 et 1971 : le pouvoir était à l'ouest (du côté des Punjabis) mais le nombre était à l'est (du côté des Bengalais).

L'H. : Aujourd'hui, le pays paraît très instable.

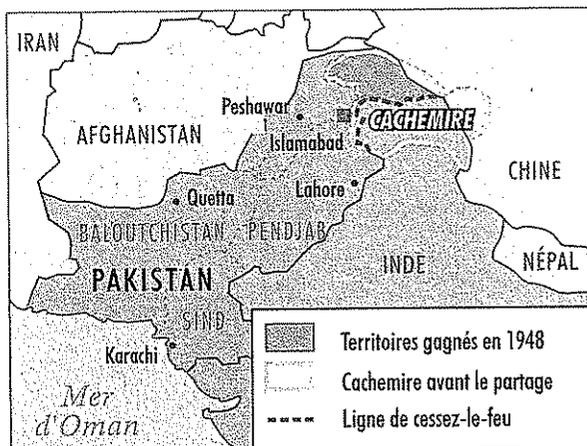
C. J. : Il est travaillé par de nombreuses lignes de clivage. Cinq groupes ethniques sont plus ou moins en concurrence : les Punjabis, qui tendent à se confondre avec l'État, les Sindhis, les Pashtuns, les Mohajirs et les Baloutches – dont certains animent une véritable guérilla séparatiste.

A ces divisions s'ajoute celle qui oppose les sunnites, majoritaires, et les chiïtes. Toutes ces lignes de clivage se traduisent par des violences extrêmes dont l'attentat-suicide tend à devenir le *modus operandi* privilégié.

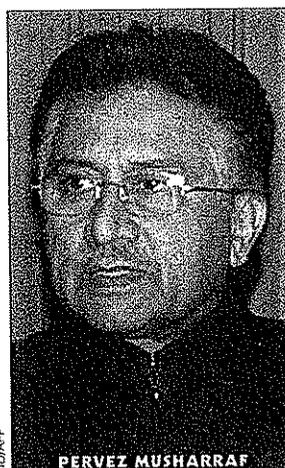
Ces tensions internes se doublent de problèmes aux frontières : le conflit avec l'Inde pour le Cachemire n'a jamais été résolu. L'Afghanistan, où Islamabad avait aidé le mollah Omar à prendre le pouvoir dans les années 1990, demeure instable. Et le jeu ambigu que le Pakistan joue avec les talibans, à qui le pays sert toujours de base de repli, complique son alliance avec les États-Unis.

Cette alliance remonte à la guerre froide. Face à son rival indien qui s'affirmait comme un leader du monde non aligné plutôt hostile à l'Occident « impérialiste », le Pakistan a choisi le camp des États-Unis. Cette alliance a connu des hauts et des bas, mais elle a été ravivée après les attentats du 11 Septembre, le Pakistan devenant, pour George Bush, l'allié incontournable pour mener la guerre en Afghanistan et contre Al-Qaïda.

En échange d'une aide économique massive (plus de 3 milliards de dollars depuis 2003), le président Musharraf a promis d'œuvrer à l'arrestation de responsables d'Al-Qaïda. En réalité, s'il a livré quelques partisans de



Le Pakistan a soixante ans cette année. Depuis 1971, le pays a perdu sa partie orientale devenue le Bangladesh. Miné par des conflits ethno-religieux et des revendications indépendantistes, le pays inquiète d'autant plus la communauté internationale que la région est instable.



PERVEZ MUSHARRAF

Au pouvoir depuis 1999, Pervez Musharraf bénéficie du soutien – de plus en plus réticent – des États-Unis.

Ben Laden, c'est au compte-gouttes – et sans doute parcé que ceci reste sa seule monnaie d'échange.

Mais les Américains n'ont pas d'alternative à Musharraf, en qui ils voient encore un homme utile pour contenir l'islamisme international. Ils peuvent d'autant moins se l'aliéner que le pays possède, depuis 1998, la bombe atomique.

L'H. : Quelle est la place de Benazir Bhutto dans ce contexte ?

C. J. : Elle est revenue grâce aux États-Unis qui ont négoc-

cié son retour avec Musharraf. Benazir a toujours été populaire en Amérique où l'on apprécie qu'une femme s'attaque à une forme d'islam perçue comme obscurantiste. Reste à savoir quelle peut être sa place...

L'H. : Est-elle aussi populaire que nous le laissent croire les images de son retour, en octobre ?

C. J. : Sa popularité peut être sujette à caution. Certes, elle a des partisans et un parti digne de ce nom – sans doute le seul au Pakistan – et peut apparaître comme un recours. Mais il y a d'une part des déçus de ses deux passages au pouvoir, et d'autre part ceux qui ne peuvent accepter l'idée même d'un accord avec le régime. Lors des prochaines élections qui étaient prévues en janvier 2008, ceux qui la soutenaient autrefois ne voteront pas pour un autre, mais ils peuvent s'abstenir comme ils l'avaient fait en 1997 : cette année-là, 35 % des Pakistanais seulement avaient voté. Et si cela se reproduisait, les partis islamiques pourraient marquer des points.

(Propos recueillis par Juliette Rigondet.)

NOTE DE LA RÉDACTION

A l'heure où nous mettons ce numéro sous presse, l'état d'urgence vient d'être proclamé au Pakistan.